

Transition écologique: Marx avait (presque) tout prévu



L'enfer, dit-on, est pavé de bonnes intentions. La transition écologique aussi. S'il se trouve un large consensus pour dépeindre de mots creux le "monde de demain", les ennuis commencent dès qu'il s'agit de définir les objectifs précis, les moyens nécessaires, et qui paiera. Pour l'instant, c'est le libéralisme qui a la main. Mais à l'évidence, il nous conduit dans l'impasse. Alain Tournebise nous propose un retour à l'analyse marxiste pour nous en convaincre.

En simplifiant un peu, mais à peine, la caractéristique commune de toutes les politiques de "transition écologique", en France et dans le monde, réside dans la différence d'approche entre les mesures visant les ménages (les salariés, les contribuables, les citoyens...) et celles visant les entreprises. Toutes ces politiques

libérales visent à contraindre les citoyens par la réglementation, les taxes et les prix, mais à "inciter" les entreprises en améliorant leurs profits par des tarifications privilégiées et en orientant leurs investissements par les subventions et la fiscalité. En ce sens, elles ont un caractère de classe très marqué et, à leur manière, elles contribuent à un prélèvement supplémentaire sur les revenus du travail et un transfert vers les revenus du capital. Que peut-on en attendre?

Pour la consommation, nul doute qu'entre les prix et les taxes, les ménages finiront par adapter leurs comportements en matière de déchets ou d'énergie. Mais ce processus est loin d'être vertueux. Car il repose beaucoup sur la réduction forcée de la consommation, pudiquement baptisée sobriété. Il y a encore une décennie l'idée qui sous-tendait les politiques de maîtrise de la consommation était celle d'"efficacité", c'est-à-dire satisfaire les besoins en consommant moins. Aujourd'hui, les idéologues libéraux et verts avancent le concept de "sobriété", dans lequel il ne reste que "consommer moins", au prix d'une dégradation des conditions de vie. Dégradation peut-être acceptable pour les couches moyennes et supérieures des pays développés, mais dramatique pour les plus défavorisés. Que peut bien signifier "sobriété" dans les quartiers où les logements sont des passoires thermiques ou, pire, dans les pays en développement où deux milliards d'êtres humains n'ont pas accès à une énergie moderne pour les besoins les plus simples. Les politiques environnementales libérales, fondées sur la "sobriété", c'est-à-dire la contrainte, ne peuvent avoir pour résultat que de dégrader la situation des plus défavorisés^[1] et de maintenir les populations des pays en développement dans la disette énergétique.

La transition écologique exige des changements profonds dans les modes de production. L'économie circulaire nécessite la mise au point de matériaux mieux recyclables. La préservation des ressources exige des procédés de fabrication économes en matière tels que la production additive. La lutte contre le réchauffement climatique exige de nouvelles technologies dans le bâtiment et un recul massif des hydrocarbures dans les transports. Elle nécessite aussi des dépenses considérables de formation pour que les travailleurs maîtrisent ces nouveaux procédés.

Tyrannie du profit, critère de décision central du mode de production capitaliste

Mais un obstacle de taille se dresse devant ces nécessaires changements: le taux de profit, qui est le critère de décision central et quasi unique du mode de production capitaliste, c'est-à-dire la masse de profit rapportée à la masse de capital avancée pour générer ce profit. Une partie du *Livre 3* du *Capital* de Marx est consacré au taux de profit, sa formation, sa tendance à la baisse et aux moyens dont disposent les capitalistes pour contenir cette tendance. On ne peut qu'être fasciné, en lisant cette analyse des ressorts profonds du capitalisme, de voir à quel point elle éclaire les obstacles à la transition écologique d'aujourd'hui.

Marx la résume ainsi: "*Aucun capitaliste n'emploiera de son plein gré un nouveau mode de production... dès lors qu'il réduit le taux de profit*"^[2]. Tel est bien le problème. Alors qu'il y a urgence, les entreprises ne sont pas pressées de prendre les mesures nécessaires à la "transition écologique". Le résultat quasi nul des COP (Conférences des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) qui se sont succédées depuis 20 ans en témoigne: malgré les objectifs affichés, la consommation des hydrocarbures a continué à croître et les émissions mondiales de CO₂ n'ont pas diminué.

L'exemple de l'économie circulaire est significatif. Dans un court chapitre du *Livre 3* du *Capital* consacré à "l'utilisation des résidus de la production", Marx analyse les circonstances qui amènent les capitalistes à utiliser les déchets de production ou de consommation. Il note qu'il y a des conditions techniques: que les résidus soient produits en grande quantité, que les machines et les sciences aient fait suffisamment de progrès pour rendre les déchets utilisables. Mais, *in fine*, "*C'est naturellement le renchérissement des matières premières qui pousse à l'utilisation des résidus*"^[3]. Ce sont les prix de marché auxquels elles peuvent se procurer

leurs matières premières qui orientent les choix d'investissement des entreprises. Tant qu'ils restent bas, aucun investissement significatif ne se fera dans l'économie circulaire. Et quand les prix seront assez élevés pour justifier un investissement, c'est que l'épuisement de la ressource aura commencé. Le marché est incompatible avec une gestion raisonnée des ressources.

Inefficacité du marché : le cas du secteur de l'électricité

Le secteur de l'électricité est une bonne illustration des effets de cette course au profit. Comme le montre Marx dans ce même Livre 3, un des déterminants du niveau du taux de profit est "la rotation du capital", qui peut être assimilée au délai nécessaire pour que l'investissement génère le profit qu'on en attend. Plus ce délai est court, plus le taux de profit est élevé. Or le secteur électrique se caractérise par des temps de retour sur investissement très long. Une dizaine d'années est nécessaire à la construction d'une centrale nucléaire ou hydraulique avant qu'elle ne produise le moindre kWh et il faut ajouter de lourds investissements dans les réseaux. Cette accumulation de capital peu productif de profit a toujours rendu peu attractif le secteur électrique aux yeux des capitalistes. Et c'est une des raisons qui explique qu'un peu partout dans le monde, jusque dans les années 1980, ce secteur était sous contrôle public.

Marx a aussi montré que le taux de profit a une tendance naturelle à diminuer. Parce que les capitalistes, pour améliorer la productivité, accumulent du capital productif et réduisent les dépenses de main d'œuvre.

"Puisque l'importance du travail vivant diminue continuellement par rapport aux...moyens de production qu'il met en œuvre, ... la quantité de travail vivant non payé, la quantité de plus-value, doit diminuer continuellement par rapport au capital total. Le rapport entre la plus-value et le capital total étant l'expression du taux du profit, celui-ci doit donc diminuer progressivement."^[4] Et les capitalistes sont contraints en permanence à prendre des mesures pour tenter de compenser cette baisse.

L'une de ces mesures, que l'histoire de la libéralisation du secteur de l'électricité illustre bien, est ce que Marx appelle "la dépréciation du capital existant". Le premier moyen de rétablir le taux de profit est d'augmenter la masse de profit sans trop augmenter la masse de capital nécessaire pour générer ce profit. Un des moyens d'augmenter la masse de profit est de trouver de nouvelles sources de profit. Le secteur de l'électricité était une proie de choix pour le capital: l'essentiel des investissements nécessaires avaient été fait au cours des trois décennies d'après-guerre et les technologies avaient évolué donnant accès à des centrales à gaz plus efficaces et moins capitalistes. Dans les années 1980, le secteur électrique était donc redevenu profitable. C'est ce qui a conduit les Etats capitalistes à ouvrir le secteur à la concurrence et à y rétablir les mécanismes de marché. Cette concurrence a eu des effets dévastateurs. Car pour qu'il y ait concurrence, il faut qu'il y ait des surcapacités de production. On a assisté à un surinvestissement massif en centrales à gaz. Le parc de production s'est retrouvé surdimensionné au point que les compagnies électriques européennes ont engagé au début des années 2010 un programme de fermeture de centrales de 50 GW soit la capacité de production cumulée de trois pays comme la Belgique, le Portugal et la République Tchèque. Cette "suraccumulation" pour reprendre le terme de Marx a donc conduit à une "dévalorisation", c'est-à-dire un gâchis de capital monstrueux.

Capitalisme vert?

Ces exemples montrent que le marché est impuissant à orienter les entreprises vers des décisions vertueuses de réduction de la pollution ou d'économies de ressources. Pourtant, les mesures politiques, économiques et fiscales qui constituent aujourd'hui la "transition écologique" libérale visent toutes à perpétuer les mécanismes de marché et à corriger ses "défaillances". Le marché libre est supposé assurer le juste prix, mais

dans certains cas, il n'intègre pas des coûts cachés qui sont supportés par la société (les "externalités") et non par les acteurs du marché. Il faudrait donc réintégrer ces coûts (les "internaliser") pour qu'ils soient pris en compte dans les prix de marché sans toutefois remettre en cause la concurrence, le libre-échange et le profit. C'est cette conception qui sous-tend le "capitalisme vert".

Une disposition majeure du "capitalisme vert" est le marché des droits à polluer. Le dispositif consiste à attribuer gratuitement aux entreprises une autorisation d'émettre une certaine quantité annuelle de CO₂ (matérialisée en quota) et à créer une bourse d'échange où les entreprises qui émettent moins que leur autorisation peuvent revendre leurs quotas à celles qui émettent plus. Ce marché, supposé paré des vertus du marché idéal, devrait donc aboutir à révéler le juste prix de la tonne de carbone et inciter les entreprises à polluer moins pour ne pas avoir à acheter des quotas supplémentaires. Malheureusement, pas plus que les marchés financiers, ce marché ne fonctionne vertueusement. Depuis sa mise en place en Europe en 2005, il a été victime de plusieurs escroqueries, il a connu deux krachs majeurs, et le prix de la tonne de carbone atteint aujourd'hui péniblement 25€, alors qu'il en faudrait 40 à 60€ pour être réellement incitatif. Des déboires que se seraient sans doute évités les technocrates de l'Union européenne s'ils avaient tenu compte de l'avertissement de Marx: *"Lorsque le taux du profit baisse,...chaque capitaliste s'efforce, en faisant appel à des procédés perfectionnés... à réaliser un profit exceptionnel. Le même phénomène provoque en même temps la fraude, en encourageant l'application incertaine de nouvelles méthodes de production, les engagements hasardés de nouveaux capitaux, en un mot les aventures qui offrent la chance de recueillir un profit exceptionnel."*^[5]

Autre exemple de l'inefficacité du "capitalisme vert", les subventions aux énergies renouvelables. En Europe, l'électricité renouvelable, éolienne, solaire... est massivement subventionnée pour assurer aux producteurs un prix rémunérateur, alors que sans subvention, les coûts de production conduiraient à des prix non compétitifs. En France, d'après la Cour des comptes, ces subventions auront coûté au consommateur d'électricité quelque 120 Mds d'€. En Allemagne, près du quart de la facture d'électricité du consommateur est constitué de la taxe de soutien à l'éolien. Ces aides massives ont conduit à une suraccumulation de moyens de production éoliens en Europe. Et cette suraccumulation sera bientôt suivie de l'inéluctable dévalorisation qu'on peut déjà observer, en Allemagne ou au Danemark, où, périodiquement, les prix de l'électricité éolienne deviennent négatifs, c'est-à-dire que le producteur est obligé de payer pour céder l'électricité qu'il produit. Dans le même temps, moins de 2% des éoliennes mondiales ont été implantées en Afrique où elles seraient bien plus utiles.

Le marché est incapable de répondre aux enjeux écologiques et énergétiques de la planète. Dans une logique de marché, les entreprises ne sont pas prêtes à satisfaire d'autres besoins que les besoins solvables. Elles sont donc, par nature, impuissantes à assurer une transition équitable. Guidées par le taux de profit immédiat, elles sont inaptes à réaliser les investissements de long terme nécessaires, sauf à y être aidées par un soutien public à l'investissement. Elles ne peuvent accepter une baisse de leur rentabilité que si cette baisse est compensée par des financements publics. Une transition écologique équitable doit reposer sur trois piliers: une efficacité énergétique croissante, fondée sur des investissements massifs de Recherche & Développement dans des technologies propres, économes et décarbonées, une réglementation pas seulement incitative mais contraignante comme celle qui a permis d'éradiquer les CFC (Chlorofluorocarbones, responsables de la destruction de l'ozone dans l'atmosphère), et un pilotage par des services publics dégagés des contraintes de marché, orientés par d'autres critères que le profit et financés par d'autres sources que les marchés financiers.

Il y a certainement une manœuvre des capitalistes dans l'idée de sobriété énergétique. Mais ce n'est peut-être pas que cela. Voir l'effort pour d'écoconception de certains acteurs économiques. Pourquoi opposer sobriété et efficacité ?

Réponse de Tournebière : la distinction entre "sobriété" et "efficacité" est pour moi fondamentale parce que révélatrice du recul idéologique qu'elle cache. L'efficacité, c'est réduire la consommation nécessaire à la satisfaction d'un même besoin. La sobriété c'est réduire la consommation. La sobriété, c'est donc renoncer à satisfaire une partie des besoins.

Les promoteurs de la sobriété entretiennent sciemment une ambiguïté entre les deux concepts pour estomper les conséquences réelles de la sobriété qui sont les restrictions. L'efficacité ne se réduit pas à la technologie. L'écoconception, relève de l'efficacité pas de la sobriété puisqu'elle vise à produire les mêmes valeurs d'usage avec moins de ressources. Le remplacement du ferroviaire à la route ou à l'aérien est une forme d'efficacité organisationnelle (et accessoirement financière). De même que l'économie circulaire.

Mais pour saisir ce que cache le concept de sobriété, il faut se référer à ses promoteurs. Par exemple Negawatt propose de réduire notre consommation de 28% par la seule sobriété!. Parmi les mesures proposées: développement de la cohabitation intergénérationnelle, mutualisation des chambres d'amis (!!!) (qualifiée de "sobriété conviviale" les idéologues ne sont pas en manque d'imagination) baisse de 20 % des points lumineux, réduction de 40 à 50 % de la consommation de viande, réduction du nombre et de la taille des écrans TV.. Il s'agit bien de restreindre un certain nombre de besoins. Mais, pudiquement ils préfèrent parler de "prioriser les besoins"

Cette conception de l'économie par la contrainte est critiquable à trois égards. Soit elle s'exerce par la seule contrainte et elle est souvent inefficace faute de contrôle, soit elle s'appuie sur des mesures fiscales et elles pénalisent les plus défavorisés en épargnant le mode de vie des plus riches. Mais surtout, elle révèle une démarche d'une arrogance insupportable, aux antipodes de la démocratie. Qui va décider quels sont les besoins essentiels et les besoins superflus? Qui va décider qui mangera de la viande et qui n'en mangera pas? Des technocrates qui daignent éclairer la voie au petit peuple?

Le concept de sobriété nous ramène un demi siècle en arrière. Avec le rapport Bruntland en 1987, le courant progressiste mondial avait réussi à imposer l'idée de développement soutenable, qui préservait l'idée de développement. En réintroduisant le concept de sobriété, le développement s'estompe au profit d'un retour à la décroissance, chère au Club de Rome.

Notes de bas de page :

^[1] Ce que confirme un récent [rapport sur l'impact environnemental du budget de l'État](#) (septembre 2020).

^[2] Karl Marx, *Le Capital, Livre 3*, 1894. Editions sociales, 1974, page 276.

^[3] *Op. cit.* p. 119.

^[4] Karl Marx, *Le Capital, Livre 3*, Girard et Brière éditeurs, 1901, page 229.

^[5] *Op. cit.*, page 282.

Pour citer cet article :

Alain Tournebise, «Transition écologique: Marx avait (presque) tout prévu», *Silomag*, n°12, déc. 2020. URL: <https://silogora.org/transition-ecologique-marx-avait-presque-tout-prevu/>